



Pognon camouflé, pharmacie, mensonges et biodiversité en politique

Monsieur Jérôme Cahuzac a donc menti à ses chefs et à ses pairs. C'est mal.

C'est encore plus mal d'avoir dissimulé des revenus à l'étranger quand on était censé, dans l'opposition d'abord puis au gouvernement, combattre l'évasion fiscale.

Mais le clou du clou pourrait bien être d'avoir profité d'un passage dans un cabinet ministériel pour trafiquer avec des lobbies pharmaceutiques jamais avares d'un petit ou d'un gros cadeau à ceux qui décident... Puis amassé dans les années suivantes un magot planqué en Suisse.

Cette affaire est au fond significative d'une dérive qui dure depuis trente ans à droite comme à gauche.

A gauche, c'est le mitterrandisme, calamité majeure du socialisme français, qui a au fond ouvert les vannes : culture du fric et de la puissance, valorisation sans nuance de la réussite personnelle quelle que soit son origine, mélange des genres public/privé, alliances entre les technocraties clonées de l'Etat et les professionnels bien typés de la profession politique, apologie des moyens au détriment des fins, finasseries et renoncements élevés au rang de grand art.

Cette vision et cette pratique (par ailleurs obscène) de la politique ont ainsi laissé passer dans les mailles de la sélection des cadres dirigeants, une certaine catégorie d'aventuriers qui pensent que tout leur est permis et l'impunité forcément garantie.

Elles ont terriblement appauvri la biodiversité politique, éloigné de l'engagement civique des pans entiers de la société, tous ceux en fait qui ont une autre trajectoire professionnelle que la pratique exclusive de l'interne des partis.

Si on veut limiter les effets du «tous pourris», cette chaîne avérée de félonies appelle des réponses fortes :

- La vérification en premier lieu qu'il n'y a pas d'autres cas du même type et aussi que le circuit ainsi mis en évidence n'a contribué à aucune activité politique.
- Le renforcement des règles (et des contrôles) concernant le lien personnel entre les dirigeants politiques et les groupes d'intérêt.
- In fine, une réforme institutionnelle profonde qui contribue à l'aération des responsabilités dans la gouvernance du pays : non cumul, proportionnelle, réforme des grandes écoles et des grands corps de l'Etat, renforcement des contre-pouvoirs et du débat public, indépendance de la justice.

Aller au-delà du fait divers, se porter aux causes qui menacent la démocratie dans son ensemble, c'est désormais une opération de salubrité républicaine

Monsieur le Président et monsieur le Premier ministre, nous comptons sur vous pour vous y engager.

Jacques Archimbaud

Secrétaire national adjoint d'Europe-Ecologie Les Verts